



## Commission des limites du plateau continental

Distr. générale  
20 avril 2000  
Français  
Original: anglais

---

### Septième session

New York, 1er-5 mai 2000

## Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et limites du plateau continental : possibilités et problèmes pour les États

**Réunion ouverte à tous de la Commission des limites  
du plateau continental, tenue le 1er mai 2000  
au Siège de l'Organisation des Nations Unies**

### Déclaration liminaire du Président de la Commission

#### 1. Une réunion ouverte à tous

1. En tant que Président de la Commission des limites du plateau continental, je vous souhaite à tous la bienvenue à la première réunion de la Commission ouverte à tous les États parties, qui a été convoquée conformément à l'article 22 du Règlement intérieur de la Commission.

2. Avant d'entrer dans le vif du sujet, permettez-moi de dire quelques mots de l'objet de cette réunion.

3. Cette réunion ouverte à tous a pour objet de répertorier les plus importants et les plus difficiles des problèmes posés par l'extension du plateau continental au-delà de 200 milles marins (ci-après "milles") et de donner aux membres de la Commission l'occasion de donner leur point de vue sur ces problèmes.

4. Cette réunion est aussi destinée à donner aux responsables politiques et aux conseillers juridiques une idée des avantages que peut présenter pour un État côtier l'application de l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

5. Elle vise plus particulièrement à expliquer aux experts des sciences de la mer qui participent à l'élaboration de demandes à soumettre comment la

Commission pense qu'il convient, en pratique, d'appliquer ses Directives scientifiques et techniques.

6. Avant d'entrer dans les détails techniques, rappelons certaines choses importantes à savoir sur la Commission.

#### 2. Qu'est-ce que la Commission des limites du plateau continental?

7. La Commission des limites du plateau continental est une institution internationale créée en vertu de la *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982)* pour faciliter l'application de ladite Convention en ce qui concerne le tracé des limites extérieures du plateau continental au-delà de 200 milles des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale.

8. La Convention, qui est entrée en vigueur le 16 novembre 1994, qui compte actuellement 131 États Parties et à laquelle est aussi partie une organisation internationale, *offre un cadre juridique international complet* pour l'exploitation des océans et des ressources qu'ils renferment, y compris en ce qui concerne le plateau continental.

### 3. Qu'entend-on par « plateau continental »?

9. Aujourd'hui, aux termes de la Convention et du droit international en vigueur, « plateau continental » est un *terme juridique* qui définit la zone sous-marine sur laquelle un État côtier exerce des droits souverains aux fins de l'exploration de ses fonds marins et de l'exploitation de ses ressources naturelles.

10. Il ne faut pas sous-estimer l'importance des ressources qui peuvent faire l'objet de cette exploitation : à l'avenir, le plateau continental sera pour l'humanité la principale source de pétrole et de gaz naturel. En 2000, par exemple, on estime que la production des installations offshore atteindra 1,23 milliard de tonnes de pétrole et 650 millions de mètres cubes de gaz naturel.

11. Il convient de noter que ce que désigne le *terme juridique* « plateau continental » qui est utilisé tout au long de la Convention *ne coïncide pas avec la définition d'un plateau continental au point de vue géographique ou géologique*, qui est généralement la suivante : une plaine sous-marine située sous des eaux peu profondes, qui constitue celui des trois éléments de la marge continentale – les deux autres étant le talus continental et le seuil précontinental – qui est le plus rapproché de la terre. La physionomie de la marge continentale est extrêmement variable de par le monde, de même que l'étendue de ses composantes, c'est-à-dire du plateau, du talus et du seuil.

12. Dans la Convention, le *terme juridique* « plateau continental » *couvre les trois éléments de la marge continentale telle qu'elle est définie en géographie, c'est-à-dire le plateau et le talus continentaux et le seuil précontinental*. Cela reste vrai lorsque la marge s'étend au-delà de 200 milles.

13. La Convention donne une méthode pour déterminer où se situe le rebord externe de la marge continentale, en donnant le *choix entre deux formules*. Elle impose une limitation à l'application de chacune des deux formules, afin de garantir qu'elles ne conduisent pas à prolonger indéfiniment en mer le plateau continental au sens juridique.

14. Les dispositions de la Convention ont pour effet de placer pratiquement toutes les ressources en matière de pétrole et de gaz naturel sous le contrôle des États côtiers.

### 4. Pourquoi cette Commission?

15. Bien que la notion de plateau continental soit, dans la Convention, une notion juridique, les *points de départ* et les termes auxquels font appel les critères définissant les limites extérieures de la marge continentale *ont un caractère scientifique : ils relèvent de la géodésie, de la géologie, de la géophysique et de l'hydrographie*.

16. La Convention ne donne pas une définition scientifique de ces termes. Vu à quel point la morphologie et la structure du fond marin peuvent être différentes suivant le lieu, tous les termes employés dans la Convention peuvent être sujets à interprétation scientifique et leur application peut ne pas être uniforme dans différentes parties des océans.

17. On a donc pensé qu'il fallait créer un organe d'experts international, à savoir la Commission, en le chargeant de deux missions : vérifier les limites extérieures du plateau continental au-delà de 200 milles telles qu'elles sont proposées par les États en appliquant la formule énoncée dans les dispositions de la Convention, d'une part, et, de l'autre, donner aux États, s'ils le demandent, les conseils dont ils peuvent avoir besoin sur les plans scientifique et technique.

### 5. Où en sont actuellement les travaux de la Commission?

18. Au cours des six sessions qu'elle a tenues depuis sa création en mars 1997, la Commission a établi les documents de base nécessaires pour définir la marche à suivre pour recevoir et examiner les demandes soumises par les États côtiers, ainsi que pour aider ceux-ci à établir leurs demandes.

19. *La Commission est prête aujourd'hui à la fois à recevoir des demandes soumises par des États côtiers et à donner à ceux de ces derniers qui s'emploient à établir des demandes tous les conseils d'ordre scientifique ou technique qu'ils peuvent souhaiter obtenir.*

### 6. La fixation de la limite du plateau continental au-delà de 200 milles doit se faire dans un certain délai

20. Aux termes de l'article 4 de l'annexe II de la Convention, un État côtier doit, s'il souhaite fixer la limite de son plateau continental au-delà de 200 milles, soumettre sa proposition à la Commission dans un dé-

lai de 10 ans à compter de l'entrée en vigueur de la Convention pour cet État.

21. En 1995, à la troisième Réunion des États Parties à la Convention, il a été convenu que si un État qui était déjà Partie à la Convention le 16 mai 1996 était désavantagé par la mise en place tardive de la Commission, la période de 10 ans pourrait être prolongée pour cet État, à sa demande, s'il en était ainsi décidé à la Réunion des États Parties.

22. Néanmoins, pour la majorité des États, la date limite sera bien celle qui découle de la *règle des 10 ans* à compter de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État demandeur.

### **7. Nature et ampleur des données et renseignements à présenter à la Commission**

23. En 1999, la Commission a adopté la version définitive de ses Directives scientifiques et techniques. Celles-ci ont pour objet d'aider les États côtiers à savoir quelles sont la nature et l'ampleur des données et des renseignements à faire figurer dans la demande qu'ils présentent à la Commission.

24. Les Directives scientifiques et techniques ont un caractère extrêmement scientifique. Elles traitent des méthodes géodésiques et autres prévues à l'article 76 en vue de la fixation de la limite extérieure du plateau continental, qui font appel à des critères tels que la localisation du pied du talus de la marge continentale, l'épaisseur des sédiments et la structure des dorsales et autres reliefs sous-marins.

### **8. Quelques points qui méritent d'être soulignés**

25. Bien qu'aucune demande n'ait encore été soumise, la Commission sait que certains États côtiers ont déjà beaucoup avancé dans l'établissement d'une demande. En même temps, elle pense qu'il est de son devoir de faire ressortir les problèmes qui se posent à tous les États et les possibilités qui s'offrent à eux, afin de faciliter le travail nécessaire pour fixer la limite extérieure du plateau continental conformément à la Convention. En voici quelques uns et quelques unes :

- Possibilité pour certains États côtiers de fixer la limite de leur plateau continental au-delà de 200 milles;
- Existence d'un délai pour la soumission de demandes;

- Complexité des données scientifiques et techniques à réunir et à présenter à la Commission;
- Grande diversité des types de marge continentale dans les différentes zones des océans, ainsi que des manières d'appliquer les critères énoncés dans la Convention;
- Complexité de la tâche consistant à réunir les compétences techniques et scientifiques nécessaires pour établir une demande, ainsi que la procédure régissant l'établissement de celle-ci et sa présentation à la Commission.

26. En raison de la difficulté de la tâche qui attend les États côtiers qui comptent établir une demande, mes collègues de la Commission ont préparé des exposés sur plusieurs des aspects les plus importants et les plus difficiles de ce travail. Comme le montre le programme, la Commission espère ainsi donner des indications générales qui aideront les États à établir leur demande.

27. À cette fin, les membres de la Commission feront aujourd'hui quelques exposés pour expliquer en détail les aspects les plus importants de la question de la fixation des limites extérieures du plateau continental conformément aux dispositions de l'article 76, ainsi que de la présentation du résultat de ce travail à la Commission. Ces exposés porteront notamment sur le mandat et les activités de la Commission, la procédure qu'elle suivra lorsqu'elle examinera les demandes qui lui auront été présentées par des États, et les normes scientifiques et techniques à suivre lors de l'établissement de ces demandes. Il y aura aussi un exposé sur les aspects de l'article 76 qui touchent la géographie et les problèmes scientifiques qui sont posés par cet article, ainsi que la présentation d'un plan destiné à simplifier l'établissement des demandes que les États voudront soumettre.

28. La Commission espère que ces exposés, suivis de séances de questions-réponses, seront utiles aux participants et les aideront à surmonter les difficultés que pose l'établissement de demandes relatives à la fixation de la limite extérieure du plateau continental de leur pays au-delà de 200 milles.